

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ NORD PAS-DE-CALAIS - Bulletin n°64 – Avril 2011

AFPS 59-62 MRES (Maison Régionale de l'Environnement et de la Solidarité- ex-MNE)
23, rue Gosselet - 59000 - LILLE Site : www.nord-palestine.org Bulletin : JPC@nord-palestine.org

Edito :

Israël poursuit le massacre en Palestine

L'AFPS Nord-Pas de Calais tient son Assemblée Générale samedi 16 avril après midi. Vous avez reçu ou allez recevoir encore les éléments préparatoires à cette réunion extrêmement importante dans la vie et le développement de notre association de soutien au peuple palestinien, et décisive pour ses orientations et interventions.

Au terme d'une année d'actions extrêmement riche l'autorité de notre association s'est renforcée, le peuple palestinien a gagné de nouvelles sympathies, ses droits nationaux sont mieux connus, le combat pour leur application s'est élargi dans la région comme dans le pays. L'occupant israélien, dirigé par un gouvernement fascisant, est relativement isolé du côté des peuples.

Cependant les complicités gouvernementales avec Israël se poursuivent : du côté des USA d'Obama, incapables d'obtenir, ne serait-ce qu'un gel temporaire de la colonisation, mais aussi du côté européen et français, qui ont fait de l'Etat colonial un quasi 28^{ème} Etat de l'Union européenne. **Le nouveau massacre en cours à Gaza l'illustre tragiquement.**

Vendredi dernier 20 nouveaux morts 70 blessés sont dénombrés à Gaza. Nous vivons en ce début avril l'opération la plus meurtrière depuis le massacre de janvier 2009. Les dirigeants israéliens de Barak à Liberman multiplient les déclarations provocatrices. Ils envisagent une opération terrestre de grande envergure liée à leur volonté d'en finir avec la résistance palestinienne. **Nous ne pouvons pas laisser ces criminels de guerre poursuivre leur travail de destruction du peuple palestinien sans réagir.**

L'AFPS Nord-Pas de Calais est profondément engagée dans la campagne pour un bateau Français pour Gaza, dans le cadre d'une coalition internationale visant à briser un blocus criminel. Elle aura l'occasion au cours de son assemblée générale de faire, non seulement le bilan, mais surtout d'envisager le développement d'une campagne fondamentale pour briser l'étreinte israélienne.

Mais il y a actuellement urgence : notre AG doit être l'occasion d'une première rencontre de mobilisation pour arrêter le bras des assassins.

**Halte au massacre à Gaza
Solidarité avec la Résistance palestinienne.**

Nous affirmerons ces engagements lors d'une Assemblée Générale qui sera loin d'être une rencontre académique.

Jean-François LAROSIERE, Président de l'AFPS Nord – Pas-de-Calais

Compte rendu du CA du 2 avril 2011

Présents : Bernadette F, Marie Elise A, Mireille G, Sihem S, Jean-Pierre C, Jean-François L, Mohamed A - Excusée : Malika B

1 Situation politique et initiatives

Évoquée par nos partenaires dans la préparation du rassemblement du 26 mars dans le cadre de la Journée de la Terre une rencontre débat sur les révoltes/révolutions arabes en cours est en cours de préparation pour le mois de juin. Cette rencontre sera centrée sur la Palestine. Sont pressentis pour une intervention : Alain Gresh, Nabil El Haggar, Saïd Bouamama, un syndicaliste palestinien.

Le CA a également discuté du bulletin et des envois sur la liste *Palestine*

2 Observations sur le rapport d'activité national

Le rapport et les propositions d'observations et critiques avaient été envoyés par mail aux adhérents mais les éléments ont été rappelés lors du débat.

Le débat a évoqué rapidement la question, déjà largement évoquée, de la lettre du national aux adhérents d'août 2010. La réponse de l'AFPS Nord-Pas de Calais, différée par la volonté d'unité, est rendue publique .

Il a plus porté sur Boycott/Désinvestissement/Sanctions et sur le cahier de formation 25 sur Jérusalem, marqué notamment par une grave mise en cause du « droit au retour » dans un texte de diffusion nationale et de formation des adhérents de l'AFPS. (voir à ce sujet le document titré « droit au retour » qui figurera dans le bulletin d'avril). La discussion a apporté les points suivants :

- A qui s'adresse l'AFPS ? Est-ce à une étroite coterie, coupée des quartiers, avec qui s'établit une complicité intellectuelle ?
- Ces questions ont été notamment posées à propos de « la paix maintenant » et du « boycott culturel »
- L'absence de référence à l'action poursuivie, après le 17 juillet 2009, d'appel devant la plénière de la Cour européenne de justice par Jean Claude Willem après le jugement rejetant son pourvoi, et menée de façon unitaire, avec accord de l'AFPS nationale, dans un cadre unitaire.

Les observations ont été adoptées et font l'objet d'un envoi au national. Le vote sur le rapport d'activité national (actuellement négatif) sera conditionné par les réponses.

3 Observations sur le rapport d'orientation

Là aussi les documents préparatoires avaient été envoyés avant la réunion. Les amendements proposés s'appuient en particulier sur l'expérience et sur l'action de l'association (action sur Dexia et Veolia, intervention sur le jumelage de Lille avec Safed, par exemple). A noter la volonté de profiter de l'action sur le bateau pour développer le jumelage entre la communauté urbaine de Dunkerque et Gaza, qui est un des rares de ce type dans le pays,

Les amendements proposés et présentés avant le CA ont été adoptés après rectification d'une erreur grossière dans le texte primitif.

4 Candidatures au Conseil National de l'AFPS.

Jean-François Larosière a indiqué ne plus être candidat au CN. Aucune autre candidature n'est apparue.

Jean-François Larosière

Droit au retour

Note aux adhérents de l'AFPS Nord-Pas de Calais

Le cahier de formation 25 de l'Association France Palestine Solidarité, « Jérusalem désirée, disputée, confisquée », de novembre 2010, doit par son contenu attirer toute l'attention des militants de l'association.

Ce cahier est issu d'une table ronde, tenue le 5 mai 2010, organisée par le groupe de Paris 14 de l'AFPS, avec le soutien du groupe Alésia d'Amnesty International, de l'ACAT (Action des Chrétiens Contre la Torture) et de la section 14/6 de la LDH. Il comprend plusieurs éléments : des exposés lors du débat, des contributions, des annexes et une bibliographie et notamment une « **allocution d'accueil** » de **Pascal Cherki**, maire du XIVème arrondissement (pp. 3/8)

C'est à cette allocution que nous allons consacrer toute l'attention nécessaire, placée qu'elle est dans un cahier de formation, en direction des adhérents et amis de l'association, même si c'est l'ensemble du cahier qui

devrait faire l'objet de remarques et observations critiques. Par exemple dans le texte introductif référence est faite à la seule Europe. Sur Jérusalem vu les responsabilités de l'ONU c'est la France, membre du Conseil de Sécurité qui est interpellée, d'autant plus qu'elle y a, avec la Maison de l'Orient, des responsabilités particulières.

1 Le « piège tendu de la revendication du droit au retour »

A L'allocution d'ouverture du maire d'arrondissement, par sa prise de position concernant le droit au retour, alerte bien sûr les militants attachés à l'application des droits nationaux du peuple palestinien. C'est cependant à l'ensemble des affirmations de cet élu, et dirigeant politique, qu'il convient d'être attentif.

Les « principes » dont se réclame en tout premier celui qui se présente comme « Français, humaniste et socialiste » se fondent uniquement sur la « liberté des hommes », certes « tous les hommes », mais pas de référence à l'égalité au cœur de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793, et surtout pas de référence au droit des peuples à disposer d'eux même. Il n'y a aucune réflexion historique, et évocation du processus historique de décolonisation de la seconde moitié du XXème siècle, et à ses prolongements actuels.

Chacun des termes de cette intervention, soigneusement dosée, mériterait un commentaire. Seuls quelques éléments sont examinés ici. A commencer par l'affirmation première selon laquelle : « sur cette terre deux peuples, deux nations ont le droit légitime à y vivre en paix dans deux Etats aux frontières mutuellement et internationalement reconnues et garanties. » L'on ne saurait mieux nier l'expulsion du peuple palestinien, ainsi que son droit à la résistance.

Il est nécessaire se s'attacher tout particulièrement à ce qui est indiqué concernant la paix. Il est fait état du « temps (...) venu d'exercer une pression suffisante sur les pouvoirs publics israéliens pour les amener à changer de politique. Une pression **pacifique**⁽¹⁾, menée par les forces démocratiques en Israël, en Palestine et partout dans le monde. » Avec cette affirmation

B Il y a notamment ce que **celui-ci affirme concernant le droit au retour** (vp.5). Le classique « torts partagés » des adversaires du peuple palestinien est assorti ici, de l'idée selon laquelle dans « leur part de responsabilité » les Palestiniens, outre leurs tergiversations, ont : « **commis la faute de tomber dans le piège tendu du droit au retour** ». Cette idée est assortie de plusieurs éléments :

1 Le droit au retour est impossible à mettre « effectivement en place » (...) dans l'état du débat public en Israël ».

d'une rare curiosité immédiatement après : « C'est pourquoi j'ai bien volontiers accepté d'accueillir cette table ronde en mairie d'arrondissement. **Parce que les organisateurs prônent une mobilisation non violente et démocratique pour faire bouger les lignes.** » Et d'en appeler aux USA et au « camp de la paix » en Israël.

1) souligné par nous

Curiosité, pour le moins, parce que si l'AFPS, **nationalement**, mobilise pour le soutien à la résistance populaire palestinienne qui a choisi les manifestations pacifiques, symbolisée notamment par Bil'in, elle ne continue pas moins d'affirmer la légitimité des autres formes de résistance. **C'est au peuple palestinien de choisir ses formes de lutte comme les modalités de son mouvement d'émancipation nationale.** Notre maire d'arrondissement détache l'objectif de la paix, les moyens de lutte pacifique, de l'objectif fondamental qu'est l'application des droits nationaux du peuple palestinien, qu'il fait disparaître.

Allons d'ailleurs plus loin : il est fait état, nous sommes quand ces paroles sont prononcées à un peu plus d'un an après le massacre de Gaza, de « pression », sur Israël, pas de sanctions. Un silence pesant est établi sur le mouvement de **Boycott/Désinvestissement/Sanctions (BDS) contre Israël** qui a un caractère pacifique. C'est un mouvement que justement les amis d'Israël, ainsi Martine Aubry au dîner lillois du CRIF, en novembre dernier, opposent à la démarche pacifique. **Seul durant la rencontre Michel Warschawski parlera de BDS. On ne pourra que noter le flou qui entoure un Etat palestinien « viable » aux frontières que « la communauté internationale a indirectement » fixées, selon Pascal Cherki.**

2 « cela dépend de l'évolution de la société israélienne vers une société (...) qui ne serait plus définie principalement et exclusivement sur la centralité de l'identité juive ». Ce qu'« il n'appartient pas » d'« imposer de l'extérieur » à Israël

3 En évoquant le droit au retour les Palestiniens offrent « une occasion au camp du refus qui s'est considérablement renforcé en Israël ces quinze dernières années de bloquer toute avancée positive vers la paix .»

C'est là une très singulière façon d'écrire l'histoire. A Camp David, Barak a saboté la possibilité d'un ac-

cord avec l'OLP d'Arafat, comme il a sacrifié le camp de la paix, comme le rappelait en janvier à Lille Michel Warschawski. Singulière opération car elle consiste à faire reposer la responsabilité de l'échec non sur ceux qui appartenaient il y a peu à la même internationale politique, mais sur les représentants de ceux qui luttent pour leur émancipation nationale. Relevons bien sûr la volonté de continuer à ménager l'impunité israélienne.

2 Une expression renouvelée de l'expression socialiste.

Pascal Cherki, avocat de profession, est maire du XIVème arrondissement de Paris. Il appartient donc à l'appareil qui avec Bertrand Delanoë, dirige une ville qui affiche publiquement le portait d'un tankiste israélien ou qui donne le nom d'une promenade à l'un des bourreaux du peuple palestinien en 1948. Non seulement il est un des élus majeurs de la capitale, mais il siège aussi à la direction du PS au nom du courant de pensée de Monsieur Hamon. Sa prise de position, doit être prise extrêmement au sérieux, en constatant une rupture relative de forme du discours d'un des dirigeants de cette formation politique.

Il parle de *Nakba*, de dialogue avec le Hamas, de « grignotage méthodique du territoire palestinien », de faire pression sur les pouvoirs publics israéliens. Il

3 La mise en valeur de ce discours dans l'AFPS est inacceptable

La mise en valeur des positions de ce dirigeant politique d'une formation aspirant (c'est dans sa vocation) à diriger bientôt le pays a fait l'objet d'une mobilisation importante, nationale, de l'AFPS qui doit être interpellée à ce sujet.

- Ce « **cahier de formation** » qui rend compte de l'expression d'un dirigeant dont les propos, loin d'être une banale allocution d'accueil, est une intervention parfaitement calibrée, de portée dépassant largement l'objet d'une réunion de quartier, portant sur Jérusalem. Selon les termes mêmes du rapport d'activité nationale en vue du congrès, ces cahiers sont un « matériel militant » produit du Groupe de travail formation. Plusieurs dirigeants de l'AFPS sont cités comme ayant contribué à la tenue de la réunion, comme à la confection du cahier, même si le principal d'entre eux, Bernard Ravenel, Président d'honneur de l'AFPS, responsable de son GT formation, se réclame dans ce cahier de sa responsabilité de Président de la plate forme des ONG pour la Palestine.
- Non seulement il y a cahier, avec ce contenu, mais il y a valorisation de la réunion et la mise en valeur de l'intervention du maire dans le n° 34 de « Palestine Solidarité », organe trimestriel de l'association, de sept. 2010, où deux pages sont consacrées à la rencontre du XIVème arrondissement, avec un article si-

Le droit au retour, fondé sur la résolution 194 de l'ONU, est partie intégrante des droits nationaux du peuple palestinien, dans sa totalité, de l'intérieur (dont les droits sont évacués par notre maire d'arrondissement), des territoires occupés, des camps de réfugiés et de l'extérieur. L'échec du processus dit de paix n'est pas de ce côté là, mais dans une politique israélienne où l'ordre du jour, après Oslo était l'accélération de l'expulsion et de la colonisation.

parle même d' «accepter les préceptes, les valeurs et les résolutions de la communauté internationale. » Pour autant nous venons de le constater sur des questions clés : il n'y pas prise en compte réelle des droits nationaux du peuple palestinien, et pour l'action, de l'appel de sa société civile palestinienne de 2005 au boycott/désinvestissement/sanction contre Israël, dont le caractère d'Etat juif n'est pas contesté, **tandis que le droit au retour est nié**. Même s'il ne s'agit pas nécessairement d'un coup de vernis sur un meuble vermoulu, ce discours est très loin d'exprimer un soutien aux droits nationaux du peuple palestinien.

gné de la présidente du groupe et membre du CN. De larges extraits, de ce que l'on retrouve dans le cahier 25, sont donnés, d'une intervention qualifiée de « très haute tenue » et pour laquelle il est dit : « avant les interventions et le riche débat qui a suivi, **une autre allocution a été très appréciée : celle de notre maire .** » Difficile d'être plus laudatif. Aucune réserve, même timide.

- **C'est donc bien une prise de position de l'AFPS qui est diffusée**, à travers un élément central de son orientation : la formation, **remettant en cause les orientations du congrès de Saint-Denis de 2009 concernant BDS, comme la charte de l'association concernant le droit au retour**. L'on ne peut que s'interroger sur ce qui se joue du côté de la plate forme dans cette opération, en rappelant que celle-ci, après un soutien timide à BDS, s'est ensuite rétractée.
- **Ceci est extrêmement grave**. Dans la préparation du congrès le droit au retour, comme BDS doivent être réaffirmés avec force. Il est hors de question que le Cahier 25 continue d'être diffusé par l'association, sans rectificatif joint, avec la charte de l'association réaffirmant le droit au retour, et l'engagement de l'AFPS dans le mouvement BDS. Une mise au point s'impose dans Palestine Solidarité.

Jean-François Larosière, Président de l'AFPS Nord-Pas de Calais, membre du CN et de la commission formation de l'AFPS

« Le mouvement de solidarité européen avec la PALESTINE »

Histoire, Actions et Perspectives à la lumière des Révolutions populaires dans le monde arabe

Workshop des 18 et 19 mars 2011 à Liège

Cet atelier, tenue à Liège les 18 et 19 mars, était organisé par le Palestine International Institute (PII) qui se présente comme la première organisation consacrée à la recherche d'informations précises sur les communautés palestiniennes dans les pays de l'immigration et de la diaspora (Europe, Amérique latine et Amérique du Nord, Australie et autres pays), ainsi que dans un certain nombre de pays arabes à l'exception de l'Égypte et du Liban.

I Vendredi soir : présentation de la rencontre par Pr As'ad Abrel Ramman, Président-Exécutif /PII suivi d'une allocution de bienvenue d'un sénateur et conseiller municipal PS de Liège.

Paul Delmotte (Chargé de Conférences à l'ULB) présentait l'Histoire, l'Évolution et les perspectives du mouvement de Solidarité avec la Palestine. Il note dans sa conclusion qu'il y a une évolution marquée de sympathie européenne croissante vis à vis des Palestiniens tandis que décroît celle en direction des Israéliens. Il fait état de la montée du point de vue du Sud dans la sphère médiatique en référence à Alain Gresh.

Dans son intervention **Jean-François Larosière** a avancé les points suivants :

- 1 *la dimension de classe des révoltes/révolutions arabes en cours (rôle des syndicats, grèves ouvrières en Égypte, voir Alain Gresh à ce sujet dans le n° de mars du Monde Diplo)*
- 2 *le mouvement des peuples en Amérique latine avec ses éléments de solidarité avec le peuple palestinien (Michel Warschawski qui l'ignorait en 2008, malgré des relances, y fait référence à Lille en janvier dernier)*
- 3 *être attentif à la coupure, en vue du soutien au peuple palestinien, du monde syndical entre un pôle occidental, où se retrouve la CES (Confédération Européenne des Syndicats) et un pôle « tiers-mondiste » avec la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) dans laquelle se retrouvent majoritairement les confédérations d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique*
- 4 *A ce sujet ont été rappelés nos projets lancés dès la braderie de Lille d'une rencontre internationale sur ces question, en juin. Le rôle des syndicats grecs (les marins) a été rappelé pour la première flottille en référence à ce que Mouloud Bouzid, présent sur la 1^{ère} flottille et kidnappé par les pirates israéliens le 31 mai 2010, après son retour à Lille. On notera avec intérêt l'engagement des marins CGT, celui de la Fédération CGT des Ports et Docks, comme celui de la Confédération dans la seconde flottille avec un bateau français pour Gaza.*

II Samedi matin les **exposés étaient consacrés à BDS** : avec des interventions portant le mouvement en Europe, aux USA, aux Pays-Bas et en Italie. Plusieurs éléments à retenir dans ces exposés :

- Le caractère international de BDS et du soutien au peuple palestinien, même minoritaire aux USA
- Le rôle joué par les « activistes » dans ce combat
- La place que tient Veolia dans le combat BDS en Irlande, Royaume Uni et USA

L'intervention de **Jean-François Larosière** a porté sur les points suivants :

- *La dimension internationale dans la lutte contre Veolia transporteur colonial, mais aussi au titre de Veolia environnement, impliqué dans la colonisation en Cisjordanie*
- *La lutte contre Veolia est menée parallèlement au combat BDS marqué par une importante manifestation à Lille le 27 mars, en particulier contre Soda-club.*
- *Elle se déroule du printemps à l'automne 2010, avec : intervention multiforme auprès des élus, réunion publique avec Michel Collon à Lille, appel à signatures d'une carte pétition concernant le marché des transports publics sur la métropole lilloise, nouvelle réunion publique dans le cadre du Tribunal Russel à Villeneuve d'Ascq*
- *Cette campagne est menée certes avec l'engagement de plusieurs militants de l'AFPS 59/62 mais elle voit aussi celle d'autres militants associatifs et de syndicalistes : c'est une campagne unitaire et de masse.*
- *Elle contraint les responsables de la multinationale à reconnaître que leur implantation coloniale est mise en cause. Tant pour les réseaux Arc en Ciel Douaisis et Cambrasis, l'AFPS Nord-Pas de Calais dans le cadre d'une action unitaire a contribué à ce que les marchés échappent à Veolia. Dans le combat BDS il est possible de marquer des points.*
- *Toutes les dimensions du combat BDS, y compris sportive et culturelle sont à mener.*

III Samedi après-midi : plusieurs interventions

- Mme Olivia Zemor : Laissez passer les militants de la paix

- Maître Mohammed Ellouze.- Avocat en Belgique.- La poursuite des criminels de guerre israéliens devant la justice en Europe

- **Nabil El Hagggar** .- Le bon discours européen !

Nabil a développé à ce sujet un exposé que les militants de l'AFPS Nord-Pas de Calais connaissent, et qu'ils peuvent retrouver sur le site de l'association. (<http://www.nord-palestine.org/art-recom-2009-12-22Nabil.htm>) C'est cet exposé qui a suscité le plus d'intérêt et de débat.

Le Work shop s'est terminé le samedi soir par une table ronde, suivie d'un débat, sur : quelle politique européenne pour le Moyen Orient ? Avec des interventions de Pr Amine AIT-CHAALAL, David MORISSON, Jean-Louis MIGNOT, Dr. AS'AD ABDUL RAHMAN, Michel COLLON.

Entre l'ambassadeur honoraire de Belgique en Israël, le chercheur spécialiste de la politique européenne, et Michel Collon, qui a développé, à la lumière de l'actualité, ce qu'il avait indiqué à Lille, le 11 juin à la cave des Célestines, il y avait des différences de sensibilité et d'analyses sur la politique « européenne ». Le soutien à la résistance du peuple palestinien a uni les participants à l'atelier.

A noter que l'édition de cet atelier est prévue, de même qu'une nouvelle rencontre en octobre. JFL

Israël et la Révolution arabe, le syndrome d'El Khalil

par **Brahim SENOUCI**

<http://brahim-senouci.over-blog.com/article-israel-et-la-revolution-arabe-le-syndrome-d-el-khalil-66907623.html>

El Khalil (Hébron), ville palestinienne de 150.000 habitants, "abrite" quatre-cents colons israéliens, protégés par un millier de militaires. Ces colons pourrissent la vie des Palestiniens, entre autres en déversant leurs ordures sur les toits des maisons. Cela a contraint les Palestiniens à tendre des filets de protection au dessus de leurs cours. Par ailleurs, il prend envie à ces colons de faire une promenade dans les rues de la ville ; l'armée organise alors le bouclage complet de la ville et instaure un couvre-feu qui dure le temps que dure le bon plaisir des promeneurs qui, naturellement, prennent tout leur temps.

Ainsi, la vie de dizaines de milliers de Palestiniens est entièrement subordonnée aux caprices de quelques centaines de fous furieux dont le passe-temps favori est de faire pleuvoir leurs déchets sur les toits de leurs voisins et de jouer du fusil mitrailleur.

Ce microcosme peut aisément être transposé à l'échelle du monde. Tout le monde a remarqué qu'Israël s'"inquiète" du vent de contestation des régimes qui souffle en terre arabe, au motif qu'il "risque d'amener les intégristes au pouvoir". Certains, bien naïfs, s'étonnent que la "seule démocratie de la région" ne salue pas l'avènement d'autres démocraties qui viendraient rompre cette solitude dont il se plaint si fort. En réalité, c'est qu'Israël est, jusqu'à aujourd'hui, très satisfait de l'ordre du Proche-Orient. Des dizaines de millions d'Egyptiens, de Syriens, de Jorda-

niens... voient leur liberté et leur bien-être sacrifiés sur l'autel du confort de quelques millions d'Israéliens dont la sécurité est un impératif qui prime (mais à quel titre ?) sur toute autre considération. Comme les malheureux habitants d'El Khalil, leur vie est suspendue au bon vouloir d'un gouvernement étranger qui les méprise autant qu'il méprise le pouvoir local qui lui est inféodé et qui exécute ses basses œuvres.

Quel remarquable silence de la coterie d'intellectuels occidentaux autoproclamés défenseurs des droits de l'Homme, si prolixes quand il s'agit du Tibet ou du Darfour, si gênés aux entournures qu'ils en oublient de saluer le combat d'un peuple pour sa liberté. A l'évidence, la possibilité pour l'homo arabicus d'accéder à la dignité et à la maîtrise de son destin n'était, non seulement pas envisagée, mais certainement pas souhaitée. C'est que ce peuple se mêlerait sans doute de soutenir les Palestiniens sous occupation plutôt que de participer à leur bouclage. C'est qu'il pourrait remettre en cause des pactes léonins pour lesquels son avis n'avait pas été sollicité...

Cela n'a sans doute pas compté pour peu dans le déclenchement de l'insurrection citoyenne qui court comme un incendie à travers le monde arabe.

Israël est inquiet de l'évolution de la situation en Egypte ? C'est le signe qu'elle va dans le bon sens !

La poursuite des massacres et crimes israéliens à Gaza

samedi 9 avril 2011, par Ziad Medoukh <http://www.aloufok.net/spip.php?article3963>

En deux jours, par les tirs, les bombardements, les attaques des forces de l'occupation israélienne, plus de 24 palestiniens de Gaza sont morts, et plus de 150 ont été blessés, en majorité des civils. Depuis la fin de la dernière agression israélienne en janvier 2009, ce sont les attaques les plus meurtrières.

Parmi les martyrs, beaucoup de femmes, d'enfants et de vieillards ont donné leur sang pour que vive la Palestine. Des jeunes filles qui se préparaient à se marier, des enfants qui jouaient devant leur maison, des personnes âgées qui rentraient du marché ont été surpris par des missiles israéliens.

Les attaques ont détruit beaucoup d'infrastructures de cette prison à ciel ouvert qu'on appelle la bande de Gaza.

Je ne trouve pas les mots pour décrire la situation actuelle : ces attaques, jour et nuit, ces civils qui tombent toutes les heures, ces bombardements toutes les minutes, qui rappellent aux Gazaouis le cauchemar de la dernière guerre de 2009.

Alors que le monde arabe est très occupé par ses révolutions intérieures pour le changement, pour Israël, rien ne change, Israël continue ses massacres à Gaza. Tandis que Monsieur Goldstone, soumis à des pressions, a manqué de courage et a changé dans son rap-

port sur les crimes israéliens commis lors de dernière guerre israélienne, l'armée de l'occupation continue de commettre ses crimes à Gaza.

Bien sûr, les médias étrangers parlent moins des attaques israéliennes, c'est donc une occasion pour Israël de poursuivre son escalade militaire.

Alors que l'ONU, les Etats-Unis, et l'Union Européenne, ne condamnent pas le camp israélien, son armée continue à détruire Gaza.

Alors que personne ne bouge dans ce monde dit libre, l'armée israélienne poursuit ses massacres et ses crimes contre les civils de Gaza.

Nous savons bien, que, ni les cris de nos femmes, ni les larmes de nos enfants, ni nos appels désespérés, ni le sang de nos innocents ne parviendront à faire bouger et à émouvoir ce monde régi par l'argent, l'intérêt et le profit, ce monde aveugle, mais, nous voulons adresser à Israël, ainsi qu'à ce monde immobile et silencieux, un seul et unique message :

C'est ici notre terre, c'est ici que nous resterons, nous ne partirons pas ! Tous les massacres, tous les crimes israéliens ne vont pas changer en nous, Palestiniens, l'attachement à cette grande patrie qui est la nôtre : la Palestine.

BULLETIN D'ADHESION POUR L'ANNEE 2011

Plus que jamais les Palestiniens ont besoin de votre soutien. <http://www.nord-palestine.org/Cotisation2011.pdf>

COTISATION ANNEE 2011 :

Grille indicative

Tranche	Revenus mensuels adhérent	Cotisation annuelle
1	Inférieurs à 500 €/mois :	10 €
2	De 500 à 1 000 €/mois :	25 €
3	De 1 000 à 1 500 €/mois :	40 €
4	De 1 500 à 2 000 €/mois :	55 €
5	De 2 000 à 2 500 €/mois :	70 €
6	De 2 500 à 3 000 €/mois :	85 €
7	De 3 000 à 3 500 €/mois :	100 €
8	Supérieurs à 3 500 €/mois :	120 €

Nom:.....Prénom.....
Adresse :
.....
CP : Commune :
Tél. personnel : Tél. mobile :
E-mail@.....
Profession : Année de naissance :

Je cotise dans la tranche n°..... soit€

Avec la cotisation vous recevez le journal interne *Palestine Solidarité* (4n°/an soit 5€) et notre lettre électronique mensuelle.

@ Important : N'oubliez pas d'indiquer votre adresse électronique @

- Je soutien les activités de l'AFPS et verse la somme de €
- J'adresse un don pour « SOS Palestine » d'un montant de €
(Des frais de gestion de 7% seront prélevés par l'association sur ce don.)
- Je verse la somme totale de€**

Chèques à l'ordre de : "AFPS Nord Pas-de-Calais"

La réduction d'impôts est de 66% sauf pour les abonnements, dans la limite de 20% du revenu imposable annuel.

Merci de renvoyer ce bulletin accompagné de votre chèque au siège de l'association :

AFPS Nord - Pas-de-Calais MRES - 23, rue Gosselet - 59000 - Lille

AMNESTY INTERNATIONAL : Déclaration publique 6 avril 2011

La campagne menée par Israël pour se soustraire à l'obligation de répondre des crimes de guerre commis à Gaza doit être rejetée

Les appels récents du gouvernement israélien en faveur de l'annulation du rapport 2009 de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation des Nations unies sur le conflit à Gaza ne sont qu'une tentative cynique pour éviter d'avoir à répondre de crimes de guerre et refuser aux victimes israéliennes et palestiniennes du conflit de 2008-2009 le droit à la justice et aux réparations auxquelles elles ont droit, a déclaré Amnesty International le 4 avril. ... (*Rapport Goldstone*)

AGENDA (Extrait) Plus d'infos sur le site: www.nord-palestine.org/agenda.htm

Jeudi 14 Avril, à 20h30, à la Condition Publique (14 Place Faidherbe - Métro Eurotéléport) de **Roubaix** :

Film : « **Izkor, les esclaves de la mémoire** » de Eyal Sivan

Débat avec **Michel Warchawski** : « **Qu'est ce que l'état-nation ? Comment se construit-il en Israël ?** »

Vendredi 15 (à 20h30), **samedi 16** (à 20h30) et **dimanche 17 Avril** (à 18h30) au Fresnoy à **Tourcoing** :

Film « **Gaza Strophe** » présenté par l'association « **Rencontre et dialogue** »

Samedi 16 Avril, à la MRES de **Lille** : **Assemblée Générale** de l'**AFPS 59/62** -*(voir ci-dessous)*

Jeudi 21 Avril, à 18h15 à la MRES de **Lille** : **Réunion du groupe lillois** de l'**AFPS 59/62**

Dimanche 1^{er} Mai, à **Arras** : 10^{ème} **Salon du livre** d'expression populaire et de critique sociale

Jeudi 12 Mai à **Bruxelles** : **Manifestation BDS** à l'occasion de l'AG de Dexia

Samedi 14 et dimanche 15 Mai à **Saint Denis** : **Congrès National** de l'**AFPS**

Samedi 21 Mai, à la librairie internationale VO (36 rue de Tournai) à **Lille** :

Rencontre avec l'artiste-peintre palestinien **Nasser SOUMI**

Invitation à l'Assemblée Générale 2011

L'assemblée générale annuelle de notre association se tiendra

samedi 16 Avril 2011 à 15h30

à la MRES 23 rue Gosselet à Lille salle terrasse

Un point politique sur la situation en Palestine, le bilan d'activités et le bilan financier 2010 vous seront présentés, et soumis à ratification, ainsi que les perspectives d'action et d'intervention à venir, notamment au 10^{ème} salon du livre d'expression populaire et de critique sociale à Arras le 1^{er} mai. Nous aurons également à renouveler le CA de l'association

Un autre point important à l'ordre du jour de cette AG : le congrès national de l'AFPS avec les choix quant à l'orientation de l'association, mais aussi quant à l'organisation de l'AFPS Nord-Pas de Calais.

Nous terminerons par une intervention de **Nabil El Hagggar** et un pot de l'amitié.

Nous comptons sur votre présence !
Pour l'équipe du CA : Jean-François Larosière Président